



**Commune de Villars-sur-Glâne**  
**Conseil communal**

1752 Villars-sur-Glâne 1  
Case postale 176  
Chèques postaux 17-193-0  
[www.villars-sur-glâne.ch](http://www.villars-sur-glâne.ch)

Séance du Conseil général du 14 décembre 2016

## **MESSAGE AU CONSEIL GENERAL**

### **relatif au nouveau règlement communal sur l'aide directe au logement**

---

Madame la Présidente,  
Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux,

Le Conseil communal a l'honneur de soumettre à votre examen et à votre approbation le projet du nouveau règlement communal sur l'aide directe au logement.

#### **1. HISTORIQUE**

Une initiative concernant l'aide au logement, déposée par le Parti socialiste, a été acceptée, dans les années 90 par le Conseil général de Villars-sur-Glâne. Selon cette initiative, le Conseil communal devait inscrire au budget annuel de la Commune un montant minimum de Fr. 500'000.-- pour l'aide au logement, dont au moins Fr. 50'000.-- pour l'aide indirecte. Cette dernière visait surtout le soutien à une coopérative de logement. Le règlement communal, faisant suite à l'initiative, a déployé ses effets jusqu'au 31 décembre 1996.

En 1996, le Conseil communal proposait de proroger cette aide (directe seulement) au Conseil général et de modifier le règlement relatif pour une nouvelle période de 5 ans. Le Conseil général acceptait ce nouveau règlement

Au cours de cette nouvelle période de 5 ans, le Conseil communal modifiait l'ordonnance d'application du règlement, en rendant plus restrictives les conditions de perception de l'aide. Les demandes étant néanmoins importantes et la détente se faisant sentir sur le marché du logement, notamment en raison de la baisse des taux hypothécaires, le Conseil communal modifiait une nouvelle fois l'ordonnance d'application avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2000. Lors de l'examen du budget 2000, vu la situation financière de la Commune et la modification de l'ordonnance, le Conseil communal décidait de réduire le montant alloué au titre d'aide directe de Fr. 450'000.-- à Fr. 350'000.--.



En 1999, le Conseil communal, suite à la création de la Société coopérative VISAL, achetait 1000 parts sociales pour un montant de Fr. 500'000.-- et accordait un prêt sans intérêts de Fr. 692'207.80, soit un total de Fr. 1'192'207.80 (correspondant à l'ensemble des réserves de l'aide directe et indirecte). Avec cette opération d'aide indirecte au logement, les réserves de l'aide directe et indirecte ont été dissoutes.

Le 15 novembre 2001, Le Conseil général de Villars-sur-Glâne décidait une reconduction du règlement modifié de 1996 pour une nouvelle période de cinq ans. Toutefois, l'art. 10 était modifié en prévoyant que le montant maximal de l'aide ne dépasse pas 15 % du loyer à payer.

En décembre 2006, le Conseil général adoptait un nouveau règlement sur l'aide au logement compte tenu de la situation de l'époque dont les adaptations permettaient une économie de Fr. 150'000.--. L'art. 10 était à nouveau modifié dans le sens que le montant maximal de l'aide ne dépasse pas 10% du loyer à payer.

## **2. SITUATION FINANCIERE DE LA DERNIERE LEGISLATURE**

En 2015, 139 familles et 10 rentiers AVS/AI ont touché l'aide au logement pour un montant total de Fr. 240'773.- (budget: 240'000.-). Durant l'ensemble de la législature 2011-2016, les montants ont été les suivants:

2011:	243'071.-
2012:	252'581.-
2013:	250'626.-
2014:	228'498.-

Soit une dépense annuelle moyenne de 243'109.- ce qui correspond à un dépassement de 1.29% du budget alloué (3109.-).

## **3. PERSPECTIVES**

Il est important de noter que l'aide au logement permet à un nombre important de familles dites « working poor » d'éviter d'avoir recours au service social. Ces familles sont aujourd'hui en nette augmentation par rapport à 2011.

De plus, le maintien de cette aide au logement sert à fournir une subvention aux familles à bas revenu pour lutter contre la pression croissante des loyers. En effet, les taux hypothécaires ne profitent pas directement aux locataires, car les loyers ne baissent pas de manière identique à ces derniers.

## **4. ADAPTATION**

Le Conseil communal propose d'adapter ce règlement pour une période de deux ans et non plus pour une période de cinq ans. En effet, le fait de voter un règlement pour une durée de cinq ans ne permettait pas au Conseil communal de prendre des mesures d'adaptation (vers le haut ou vers le bas) qui tiennent compte de la réalité de l'évolution budgétaire (surtout en regard des mesures d'accompagnement encore incertaines de la future RIE III).

Entrée en vigueur et durée de validité : art.15 al.2

La teneur de l'article serait : « Il déploie ses effets jusqu'au 31 décembre 2018 ».

Vous trouverez ce nouveau règlement avec l'article 15 al.2 modifié annexé est au présent message.

## **5. PROPOSITION**

Le Conseil communal invite le Conseil général à adopter le présent règlement tel que proposé.

Nous vous présentons, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux, l'assurance de notre parfaite considération.

Le Conseiller communal  
responsable du dicastère santé, social et curatelles

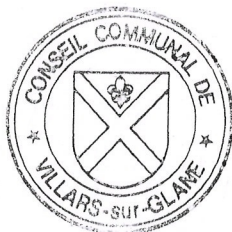
Benjamin Gasser

Approuvé par le Conseil Communal  
dans sa séance du 14 novembre 2016

**AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL**

**Le Secrétaire**

  
Emmanuel Roulin



**La Syndique**

  
Erika Schnyder

**Annexe :** Nouveau règlement communal relatif à l'aide directe au logement



**REGLEMENT COMMUNAL**

**RELATIF A**

**L'AIDE DIRECTE AU LOGEMENT**

# **REGLEMENT COMMUNAL RELATIF A L'AIDE DIRECTE AU LOGEMENT**

**Le Conseil général de Villars-sur-Glâne**

**V u :**

Le message du Conseil communal du 14 décembre 2016

**A r r ê t e :**

## **I. BUT**

Art. 1      <sup>1</sup>La Commune de Villars-sur-Glâne consacre, chaque année, un montant destiné à l'aide directe au logement. Ce montant est inscrit au budget de fonctionnement.

<sup>2</sup>Cette aide prendra la forme d'une aide directe au paiement du loyer des familles, y compris monoparentales et des rentiers AVS/AI, à l'exception des bénéficiaires de prestations complémentaires et des personnes recevant des prestations au titre de l'aide sociale.

## **II. AIDE DIRECTE**

Art. 2      L'aide directe sera exercée en principe sous la forme d'une allocation de logement.

### **A. Allocation de logement**

#### **1. *Demande***

Art. 3      Les personnes domiciliées à Villars-sur-Glâne depuis deux ans (locataires), à l'exclusion des personnes en séjour et des personnes résidant dans un home pour personnes âgées, se trouvant dans une situation financière difficile peuvent adresser une demande d'aide à l'administration communale.

Art. 4      <sup>1</sup>Les requérantes et requérants remplissent à cet effet une formule délivrée par l'administration, en y joignant une copie du dernier avis de taxation fiscale de toutes les personnes vivant dans leur ménage.

<sup>2</sup>Ils produiront une copie de leur bail à loyer, des avenants éventuels ainsi qu'un récépissé du dernier loyer versé.

## **2. Examen**

- Art. 5 La demande sera examinée par l'administration communale qui établira un dossier complet après avoir consulté le contrôle de l'habitant pour vérifier la situation de famille et des personnes occupant le logement.

## **3. Conditions d'octroi**

- Art. 6 <sup>1</sup>Seront prises en compte les demandes des personnes dont le revenu imposable et la fortune n'excèdent pas la limite fixée par ordonnance du Conseil communal. Ce dernier adapte la limite au début de chaque législature.

<sup>2</sup>Dans les cas où il y a une différence notoire entre le revenu imposable et la situation actuelle et réelle de revenu et de fortune du contribuable, l'autorité communale peut établir sa propre taxation. Il en est de même en cas de changement important de la situation de famille et de revenu.

- Art. 7 Une seule personne par ménage peut prétendre à l'allocation de logement. Lorsque d'autres personnes contribuent aux frais du ménage, leurs revenus s'ajoutent à celui du bénéficiaire de l'allocation de logement.

- Art. 8 <sup>1</sup>Ne peuvent être pris en considération pour l'octroi d'une allocation que les logements adaptés aux besoins de leurs occupants, avec un taux d'occupation raisonnable.

<sup>2</sup>L'occupation est raisonnable si le nombre de pièces du logement (non compris la cuisine) correspond au nombre de membres du ménage.

<sup>3</sup>Pour les rentiers AVS/AI, les veufs ou veuves avec enfant(s), les personnes séparées judiciairement ou divorcées ayant la garde des enfants, une unité sera ajoutée pour le calcul du nombre de pièces, sauf circonstances particulières.

## **4. Décision**

- Art. 9 <sup>1</sup>La décision relève du service communal des finances.  
<sup>2</sup>Lorsque tous les documents prescrits par le présent règlement auront été déposés, le service prendra sa décision dans les deux mois.

## **5. Montants alloués**

- Art. 10 <sup>1</sup>Le montant annuel de l'allocation attribuée ne devra pas dépasser le 10 % du loyer à payer. Il sera fixé en tenant compte notamment du taux d'occupation raisonnable au sens l'article 8 et des loyers usuels.

<sup>2</sup>Le barème sera établi chaque nouvelle législature par le Conseil communal sur préavis de la Commission de politique sociale en tenant compte des finances communales.

## **6. Mode de paiement**

Art. 11 En règle générale, l'allocation est versée semestriellement. Elle peut également être compensée avec des créances communales.

## **7. Modification de la situation**

Art. 12 Le bénéficiaire de l'aide au logement est tenu d'annoncer sans délai à l'administration communale toute modification de sa situation financière ou familiale, notamment changement d'état civil, naissance, décès, taxation intermédiaire.

## **8. Restitution**

Art. 13 Les prestations perçues indûment doivent être restituées.

## **B. Voie de droit**

Art. 14 <sup>1</sup>Les personnes qui remplissent les conditions requises (art. 5 et 6) et qui n'ont pas reçu d'allocation de logement peuvent adresser une réclamation au Conseil communal, dans les 30 jours dès notification de la décision.

<sup>2</sup>La procédure de réclamation est gratuite, à moins que la réclamation ne soit manifestement abusive.

## **III. ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DE VALIDITE**

Art. 15 <sup>1</sup>Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par la Direction de l'Economie et de l'Emploi.

<sup>2</sup>Il déploie ses effets jusqu'au 31 décembre 2018.

## **IV. DISPOSITIONS FINALES ET TRANSITOIRES**

Art. 16 <sup>1</sup>Pour les cas non prévus dans le présent règlement, la demande sera soumise au Conseil communal pour décision.

<sup>2</sup>Sont applicables par analogie les dispositions prévues par la législation fédérale et cantonale en matière d'assurances sociales et d'allocations familiales.

**Ainsi arrêté par le Conseil communal dans sa séance du 14 novembre 2016**

**AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL**

**Le Secrétaire**

**La Syndique**

Emmanuel ROULIN

Erika SCHNYDER

**Décidé par le Conseil général dans sa séance du 14 décembre 2016**

**AU NOM DU CONSEIL GENERAL**

**Le Secrétaire**

**La Présidente**

Emmanuel ROULIN

Martine VORLET

**DIRECTION DE L'ECONOMIE ET DE L'EMPLOI (DEE)**

**Le Conseiller d'Etat, Directeur**

.....

Fribourg, le